

50. Rossigel, grauwe wilg (*Salix atrocinerea*)
51. Lijsterbes (*Sorbus aucuparia*)
52. Trosvlier (*Sambucus racemosa*)
53. Zwarte vlierbes (*Sambucus nigra*)
54. Grootbladige linde (*Tilia platyphyllos*)
55. Kleinbladige linde (*Tilia cordata*)
56. Wilde liguster (*Ligustrum vulgare*)
57. Wollige sneeuwbal (*Viburnum lantana*)
58. Gelderse roos (*Viburnum opulus*)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk.

Namen, 24 maart 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,  
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1189

[2011/202046]

#### 24 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 31, modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2011;

Vu l'avis 49.235/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement CE n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), les articles 36, 38, 46, 52 et 57;

Considérant le programme de développement rural 2007-2013 approuvé par la Commission européenne le 30 novembre 2007;

Considérant les huit arrêtés de désignation des sites Natura 2000 entrés en vigueur à la date du 31 décembre 2009;

Considérant que les indemnités annuelles Natura 2000 sont destinées à compenser les coûts ainsi que les pertes de revenus et le manque à gagner résultant pour les exploitants agricoles et les propriétaires forestiers de la mise en œuvre des Directives européennes 2009/147/CE "Oiseaux" et 92/43/CEE "Habitats";

Considérant que la procédure actuelle de cartographie détaillée des sites entraîne une disparité de traitement des citoyens;

Considérant que le Parlement wallon a adopté le 22 décembre 2010 un décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000. Cette modification introduit un régime de protection primaire, applicable à tous les sites avant leur désignation et consistant dans l'application des interdictions et mesures préventives générales arrêtées en vertu de l'article 28, § 2, de la loi et actuellement reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant que le but poursuivi est d'instaurer le régime de protection primaire sur l'ensemble des 240 sites proposés ou désignés comme sites Natura 2000 dès 2011 et ce, afin de mettre un terme à la discrimination entre citoyens et de mettre un frein à l'érosion de la biodiversité dans l'attente de la désignation des 232 sites non encore désignés appelés ci-après "sites candidats au réseau Natura 2000";

Considérant que, pour compenser les éventuelles pertes de revenus qu'entraînera l'application de ce régime de protection primaire aux sites non encore désignés, il est prévu d'appliquer des indemnités spécifiques, d'un montant moins élevé que celui rendu applicable par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 dans les sites désignés, dès lors que les contraintes applicables sont moindres pour les sites n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté de désignation;

Considérant que des propositions de modifications en ce sens du plan de développement rural wallon ont été acceptées par la Commission européenne en date du 6 octobre 2010;

Considérant les remarques de la Commission européenne concernant les modalités de subvention relatives à la coupe anticipée de résineux telles que prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009;

Considérant par ailleurs que les projets de décrets et d'arrêtés pour lesquels l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne est obligatoire n'ont pu, à la date d'adoption du présent arrêté, être déterminés par le Gouvernement ainsi que le prévoit l'article 3, § 3, du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008;

Considérant que la consultation du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne n'a dès lors pu être effectuée, compte tenu de l'absence de base juridique à cet égard;

Considérant la nécessité de ne pas différer l'adoption du présent arrêté, de manière à permettre le paiement des indemnités aux bénéficiaires;

Considérant par ailleurs que le présent arrêté porte uniquement sur des indemnités destinées à compenser les pertes de revenus engendrées par les mesures applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant que, dans cet ordre d'idées, le présent arrêté n'est pas susceptible d'avoir des effets négatifs sur les finances ou la gestion des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 3<sup>e</sup> tiret relatif à la définition du contrat de gestion est remplacé par ce qui suit :

« - Bois et forêts : bois et forêts au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000; »;

2<sup>o</sup> le 7<sup>e</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - Forêt éligible : bois et forêts

a) situés dans le périmètre d'un site Natura 2000, non constitutifs de plantations exotiques cartographiées comme telles par l'administration dans l'arrêté de désignation ou

b) situés dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000, autres que les parcelles composées de résineux d'une surface supérieure à dix ares d'un seul tenant »;

3<sup>o</sup> après le 7<sup>e</sup> tiret sont insérés les quatre tirets suivants :

« - accessoires à la forêt : accessoires de la forêt au sens du Code forestier;

- îlot de conservation : îlot de conservation au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

- arbre mort : arbre mort au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

- arbre d'intérêt biologique : arbre d'intérêt biologique au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000; »;

4<sup>o</sup> le 8<sup>e</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - prairie permanente : terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées telle que définie à l'article 2, c), du Règlement n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009; »;

5<sup>o</sup> le 9<sup>e</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - prairie permanente à contraintes faibles : prairie permanente située dans le périmètre de l'unité de gestion couvrant les prairies de liaison; »;

6<sup>o</sup> le 10<sup>e</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - prairie permanente à contraintes fortes : prairie permanente située dans le périmètre des unités de gestion autres que celle couvrant les prairies de liaison; ».

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une indemnité de cent euros par hectare est accordée annuellement aux agriculteurs qui exploitent des parcelles de prairie permanente reprises dans un site candidat au réseau Natura 2000 jusqu'à et y compris l'année de sa désignation, si, pour cette dernière année, l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* après le 31 mars. »

**Art. 3.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> respecter les interdictions et les mesures préventives reprises dans les arrêtés de désignation, les interdictions et mesures préventives générales et particulières prises en vertu de l'article 28, §§ 2 et 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi; »;

2<sup>o</sup> un 4<sup>o</sup>/1 rédigé comme suit est inséré :

« 4<sup>o</sup>/1 dans les sites candidats au réseau Natura 2000, respecter les interdictions et mesures préventives générales prises en vertu de l'article 28, § 2, de la loi; ».

**Art. 4.** L'article 4 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Une indemnité de quarante euros par hectare de forêt éligible est accordée annuellement aux propriétaires privés pour les parcelles de forêt éligible au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> tiret, a), pour autant que l'arrêté de désignation ait été publié au *Moniteur belge* au plus tard le 31 mars de l'année considérée.

§ 2. Une indemnité de vingt euros par hectare de forêt éligible est accordée annuellement aux propriétaires privés pour les parcelles de forêt éligible au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> tiret, b), jusqu'à et y compris l'année de sa désignation, si, pour cette dernière année, l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* après le 31 mars. »

**Art. 5.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 73/2009 précité; »;

2<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> disposer d'une superficie cumulée visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup> ou 2, induisant au moins une indemnité de cent euros; »;

3<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> introduire annuellement, par envoi recommandé ou contre remise d'un accusé de réception, auprès de la Direction des Services extérieurs du Département des Aides de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, une demande d'indemnité au moyen du formulaire établi par l'administration. La demande dûment complétée, datée et signée, doit être accompagnée d'une copie des photoplans fournis par l'administration et sur lesquels sont localisées les superficies déclarées. Ces superficies doivent inclure toutes les parcelles forestières appartenant au propriétaire dans les sites Natura 2000 ou les sites candidats au réseau Natura 2000; »;

4° le 4° est modifié comme suit :

« 4° respecter les interdictions et mesures préventives reprises dans les arrêtés de désignation, les interdictions et mesures préventives générales et particulières prises en vertu de l'article 28, §§ 2 et 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi; »;

5° un 4°/1 rédigé comme suit est inséré :

« 4°/1 dans les sites candidats au réseau Natura 2000, respecter, les interdictions et mesures préventives générales prises en vertu de l'article 28, § 2, de la loi; »;

6° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° disposer de la parcelle à la date définie par l'administration conformément à l'article 35 du Règlement (CE) n° 73/2009 précité; »;

7° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° identifier sur le photoplan et marquer physiquement sur le terrain les arbres morts, les arbres d'intérêt biologique et les îlots de conservation. »

**Art. 6.** L'article 6 du même arrêté est complété par le § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux sites candidats au réseau Natura 2000 ni aux sites Natura 2000 dont l'arrêté de désignation ou l'arrêté de désignation modificatif a été publié au *Moniteur belge* postérieurement à la date de publication de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000. »

**Art. 7.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La subvention supplémentaire visée au § 1<sup>er</sup> est également accessible aux propriétaires publics, quelle que soit la superficie de bois et forêts dont ils sont propriétaires, aux mêmes conditions que celles visées au § 1<sup>er</sup>, pour les surfaces excédant le minimum prescrit par l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, et par l'article 71, alinéa 2, du Code forestier. »;

2° le § 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La superficie éligible pour les îlots de conservation doit concerner les zones de gros bois ou des fonds de vallée et ne peut excéder dix pour cent de la surface totale de la propriété en Natura 2000. »

**Art. 8.** Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« L'indemnité ou la subvention est établie par l'administration sur base de toutes les données utiles, notamment celles figurant dans la déclaration de superficie, dans l'arrêté de désignation et l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 et sur base des contrôles administratifs et, le cas échéant, sur base des contrôles sur place. »

**Art. 9.** L'article 9 du même arrêté est abrogé.

**Art. 10.** Dans l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. En cas d'indemnité ou de subvention indûment versée, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant dû au demandeur au titre des aides prévues à l'axe 2 du Règlement (CE) n°1698/2005 ou dans le Règlement (CE) n° 73/2009. »

**Art. 11.** A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Une subvention peut être accordée aux travaux de restauration d'habitats et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire ainsi qu'aux travaux de gestion des milieux ouverts non agricoles. »;

2° l'alinéa 2 est complété par les phrases suivantes :

« L'administration évalue l'opportunité de la demande de subvention au regard du potentiel biologique et sur la base d'une comparaison entre les coûts et les bénéfices identifiables de l'opération. Le Ministre peut établir les modalités de cette comparaison. »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La subvention est accordée aux propriétaires publics ou privés de terrains situés en Région wallonne. »;

4° l'article 12 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si l'exécution d'actes ou travaux requiert un permis d'urbanisme ou unique ou s'ils sont soumis à déclaration urbanistique, les subventions ne peuvent être octroyées que si le demandeur a obtenu préalablement ce permis ou notifié sa déclaration. »

**Art. 12.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Toute demande de subvention est réalisée à l'aide du formulaire fourni par l'administration et est adressée au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci.

Le formulaire est accompagné :

1° d'un devis estimatif des travaux envisagés ou devis d'entreprises;

2° d'un extrait du plan cadastral où le périmètre précis faisant l'objet de la demande de subvention est délimité par une fine ligne rouge;

3° d'un extrait de la carte IGN au 1/10 000° où la zone concernée est identifiée en rouge;

4° d'une copie de la matrice cadastrale concernée ou de tout autre document de nature à établir la propriété de la ou des parcelles concernées;

5° le cas échéant, d'un mandat dûment signé par le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les dix jours ouvrables. »

**Art. 13.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Il ne peut être accepté qu'un dossier de subvention par propriétaire et par année civile au sein d'un même site Natura 2000. Celui-ci peut inclure plusieurs parcelles et/ou plusieurs types de subvention. »

**Art. 14.** A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou un site candidat au réseau Natura 2000; »;

2° le 4° est complété par la phrase suivante :

« Pour ce faire, il peut solliciter la subvention prévue à l'article 22. »

**Art. 15.** Dans l'article 18 du même arrêté, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la pose de clôtures sur base d'un montant justifié par facture plafonné à deux mille cinq cents euros par hectare avec un maximum de dix euros par mètre; ».

**Art. 16.** L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. Pour l'exploitation de résineux, la subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située, dans un site Natura 2000 ou un site candidat au réseau Natura 2000, sur une bande de vingt-cinq mètres de part et d'autre des cours d'eau, à moins de vingt-cinq mètres autour des sources et des zones de suintement, à moins de cent mètres autour des puits de captage, à moins de cent mètres autour des lacs de barrage et dans les sols tourbeux, paratourbeux et hydromorphes à nappe permanente, tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie;

2° l'âge du peuplement est égal ou supérieur à vingt ans;

3° après exploitation, le bénéficiaire de la subvention est tenu pendant une période minimale de trente ans :

a) soit de préserver le caractère ouvert après exploitation grâce au débroussaillage, au pâturage ou au fauchage régulier;

b) soit de valoriser la recolonisation naturelle des essences indigènes ou, à défaut de semenciers de qualité, de replanter des espèces indigènes en station.

Le bénéficiaire ne peut en aucun cas replanter des résineux ou des feuillus exotiques;

4° la surface subventionnée exclut toute zone où la plantation de résineux était légalement interdite lors de la plantation;

5° en cas d'existence d'un réseau de drainage actif, obligation de le rendre non opérationnel. »

**Art. 17.** A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° L'administration adopte annuellement et publie sur son site internet, le montant des subventions au déboisement sur base de la méthodologie éprouvée d'évaluation du coût des mesures de gestion spécifiques aux habitats forestiers Natura 2000. Cette méthodologie est approuvée par l'administration et établit des tables de préjudices en fonction de l'essence, de l'âge, de la classe de fertilité, du terme d'exploitabilité, de la valeur marchande et d'éventuels dégâts de gibier.

Dans un premier temps le prix de revient d'un peuplement, à l'âge du déboisement est établi. Ce prix de revient est la somme des dépenses actualisées depuis l'installation, dont est déduite la somme des recettes actualisées depuis l'installation. Le taux d'actualisation utilisé est le taux interne de rentabilité, soit le taux de fonctionnement de l'investissement, pour la durée d'investissement assurant la rentabilité maximale.

La subvention au déboisement est alors fixée comme la différence entre le prix de revient à l'âge du déboisement et la valeur marchande des produits, à laquelle on ajoute le cas échéant des frais particuliers, dus à des contraintes spécifiques d'exploitation ou, le cas échéant, des frais de destruction du matériel ligneux, quand celui-ci n'a pas de valeur marchande.

L'administration évalue ces montants sur base de la moyenne mobile des prix du marché, établie sur les 5 dernières années. En cas de variation supérieure à trois pour cent de la moyenne mobile des prix du marché du bois, cette grille est réévaluée.

La subvention est plafonnée à sept mille euros par hectare quelle que soit la classe de productivité considérée.

Les subventions allouées sont diminuées par rapport à ces plafonds en fonction des critères qui suivent sur base d'une estimation réalisée par l'administration :

a) dégâts de gibier;

b) la surface occupée par les arbres scolytés (vivants et morts);

c) la surface occupée par les trouées de chablis. »;

2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° complémentirement aux points 1° à 3°, le maintien du caractère ouvert de la parcelle conformément à l'article 19, 3°, point a), pour une période minimale de trente ans, donne lieu à un montant forfaitaire et unique de deux mille euros par hectare. Pour maintenir le caractère ouvert, le propriétaire peut éventuellement solliciter la subvention prévue à l'article 22. »

**Art. 18.** A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou un site candidat au réseau Natura 2000; »;

2° l'article 21 est complété par le 5° rédigé comme suit :

« 5° les travaux de restauration dont les montants sont supérieurs à cinq mille euros sont éligibles moyennant l'avis favorable de l'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts. »

**Art. 19.** A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou un site candidat au réseau Natura 2000; »;

2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° la subvention est accordée à concurrence des factures acquittées et plafonnée à deux mille euros par hectare au maximum une fois sur la période définie au 3°. »

**Art. 20.** L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Lorsque le demandeur ou le bénéficiaire d'une indemnité ou d'une subvention régie par le présent arrêté cède temporairement ou définitivement une superficie située en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 à un tiers, le cédant est tenu d'informer le cessionnaire, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi, des obligations qui portent sur cette superficie et de requérir son engagement écrit à respecter les obligations liées à l'octroi des subventions. Le cédant notifie à l'administration l'accord du cessionnaire quant à la reprise des engagements relatifs aux subventions. A défaut, il est tenu de rembourser l'ensemble des subventions ou des indemnités acquises. »

**Art. 21.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Chaque demandeur ou bénéficiaire est tenu d'informer l'administration, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi, de cette cession dans les trente jours calendriers qui suivent ladite cession. »

**Art. 22.** L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. Les agents de l'administration sont habilités à contrôler le respect des engagements prévus dans le présent arrêté. »

**Art. 23.** A l'article 31 du même arrêté, les mots « en Natura 2000 » sont remplacés par les mots « en sites Natura 2000 ou en sites candidats au réseau Natura 2000 ».

**Art. 24.** L'intitulé du même arrêté est complété par les mots : « et dans les sites candidats au réseau Natura 2000 ».

**Art. 25.** Les articles 1<sup>er</sup> à 10 et 23 du présent arrêté produisent leurs effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les autres dispositions entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté.

**Art. 26.** Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mars 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1189

[2011/202046]

**24. MÄRZ 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 31 abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten;

Aufgrund des am 20. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Januar 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. März 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.235/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), insbesondere der Artikel 36, 38, 46, 52 und 57;

In Erwägung des am 30. November 2007 durch die Europäische Kommission genehmigten Programms für die ländliche Entwicklung 2007-2013;

In Erwägung der acht Erlasse zur Bestimmung der Natura 2000-Gebiete, die am 31. Dezember 2009 in Kraft getreten sind;

In der Erwägung, dass die jährlichen Natura 2000 - Entschädigungen dazu bestimmt sind, die Kosten sowie der Einnahmeausfall, die sich für die landwirtschaftlichen Betreiber und für die Forsteigentümer aus der Umsetzung der europäischen Richtlinien "Vögel"-79/409/EG und "FHH"-92/43/EG ergeben, auszugleichen;

In der Erwägung, dass das jetzige Verfahren der detaillierten Kartographie der Gebiete dazu führt, dass die Bürger ungleich behandelt werden;

In der Erwägung, dass das Wallonische Parlament am 22. Dezember 2010 ein Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft, verabschiedet hat. Durch diese Abänderung wird eine Regelung für den primären Schutz eingeführt, die auf die gesamten Gebiete vor ihrer Bezeichnung Anwendung findet, und die in der Anwendung von Verboten und allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen besteht, die aufgrund von Artikel 28 § 2 des Gesetzes festgelegt worden sind und zur Zeit im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, angeführt sind;

In der Erwägung, dass das verfolgte Zweck darin besteht, die Regelung für den primären Schutz ab 2011 auf die gesamten 240 Gebiete, die als Natura 2000-Gebiete vorgeschlagen oder bezeichnet werden, einzuführen, um der Diskriminierung zwischen Bürgern ein Ende zu setzen, und in Erwartung der Bezeichnung der noch nicht bezeichneten 232 Gebiete, nachstehend "um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten" genannt, die Erosion der biologischen Vielfalt abzubauen;

In der Erwägung, dass es zur Ausgleiche des eventuellen Einkommensausfalls, der infolge der Anwendung dieser Regelung für den primären Schutz auf die noch nicht bezeichneten Gebiete eintreten wird, vorgesehen wird, spezifische Entschädigungen, deren Betrag niedriger ist als derjenige, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 in den bezeichneten Gebieten anwendbar gemacht worden ist, anzuwenden, insofern die anwendbaren Anforderungen für die Gebiete, die noch nicht Gegenstand eines Bezeichnungserlasses gewesen sind, geringer sind;

In der Erwägung, dass Abänderungsvorschläge des wallonischen Plans für die Entwicklung des ländlichen Raums in diesem Sinne durch die Europäische Kommission am 6. Oktober 2010 angenommen wurden;

In Erwägung der Bemerkungen der Europäischen Kommission bezüglich der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 vorgesehenen Bezuschussungsmodalitäten in Zusammenhang mit dem vorzeitigen Fällen von Nadelbäumen;

In der Erwägung außerdem, dass die Entwürfe von Dekreten und Erlassen, für die das Gutachten des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) erforderlich ist, am Datum der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses durch die Regierung nicht bestimmt worden konnten, so wie dies in Artikel 3 § 3 des Dekrets vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", in seiner am 6. November 2008 abgeänderten Fassung, vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass die Konsultierung des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" demnach nicht stattfinden konnte, unter Berücksichtigung des Fehlens einer diesbezüglichen Rechtsgrundlage;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses nicht zu verschieben, damit den Empfängern die Entschädigungen bezahlt werden können;

In der Erwägung außerdem, dass der vorliegende Erlass lediglich Entschädigungen betrifft, die dazu bestimmt sind, die Einkommensverluste infolge der auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbaren Maßnahmen auszugleichen;

In der Erwägung, dass in dieser Hinsicht der vorliegende Erlass keine negativen Auswirkungen auf die Finanzen oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region haben könnte;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° der Strich 3 bezüglich der Definition des Verwaltungsvertrags wird durch das Folgende ersetzt:

«- Forste und Wälder: Forste und Wälder im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;»;

2° der Strich 7 wird durch Folgendes ersetzt:

«- beihilfeberechtigter Forst: Forste und Wälder,

a) die innerhalb des Umkreises eines Natura 2000-Gebiets liegen, die nicht aus exotischen Anpflanzungen, die als solche von der Verwaltung im Bezeichnungserlass kartographiert worden sind, bestehen, oder:

b) innerhalb des Umkreises eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets liegen, mit Ausnahme der aus Nadelbäumen bestehenden Parzellen mit einer Fläche über zehn Ar an einem Stück;»;

3° nach Strich 7 werden die folgenden 4 Striche eingefügt:

«- Nebengelände der Wälder: Nebengelände der Wälder im Sinne des Forstgesetzbuches;

- Erhaltunginsel: Erhaltunginsel im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;»;

- abgestorbener Baum: abgestorbener Baum im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen; die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

- biologisch wertvoller Baum: biologisch wertvoller Baum im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen; die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

4° der Strich 8 wird durch Folgendes ersetzt:

«- Dauerwiese: aus Gräsern und Krautpflanzen bestehende Grünfläche, wie sie in Artikel 2 c) der Verordnung Nr. 1120/2009 der Kommission vom 29. Oktober 2009 bestimmt wird;»;

5° der Strich 9 wird durch Folgendes ersetzt:

«- Dauerwiese mit schwachen Einschränkungen: "Dauerwiese, die innerhalb des Umkreises der Bewirtschaftungseinheit, die die Verbindungswiesen deckt, gelegen ist;»;

6° der Strich 10 wird durch Folgendes ersetzt:

«- Dauerwiese mit starken Einschränkungen: Dauerwiese, die innerhalb des Umkreises der anderen Bewirtschaftungseinheiten als diejenige, die die Verbindungswiesen deckt, gelegen ist;»;

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Eine Entschädigung von hundert Euro pro Hektar wird jährlich den Landwirten gewährt, die Parzellen von Dauerwiesen bewirtschaften, die in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet gelegen sind, und zwar bis zum Jahre dessen Bezeichnung einschließlich, wenn für dieses letzte Jahr der Bezeichnungserlass nach dem 31. März im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.»

**Art. 3** - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° der Punkt 4° wird durch Folgendes ersetzt:

«4° die Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen, die in den Bezeichnungserlassen angegeben sind, sowie die allgemeinen und besonderen Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen, die aufgrund von Artikel 28 §§ 2 und 3 Absatz 1 des Gesetzes getroffen werden, beachten;»;

2° ein Punkt 4°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«4°/1 in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten, die allgemeinen Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen, die aufgrund von Artikel 28, § 2 des Gesetzes getroffen werden, beachten;»

**Art. 4** - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 4 - § 1 - Eine Entschädigung von 40 Euro pro Hekar beihilfeberechtigten Forstes wird den Privateigentümern für beihilfeberechtigte Forstparzellen im Sinne von Artikel 1 Strich 7 a), jährlich gewährt, vorausgesetzt, dass der Bezeichnungserlass spätestens am 31. März des betreffenden Jahres im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

Eine Entschädigung von zwanzig Euro pro Hekar beihilfeberechtigten Forstes wird den Privateigentümern für beihilfeberechtigte Forstparzellen im Sinne von Artikel 1 Strich 7 b), jährlich gewährt, bis zum Jahre der Bezeichnung einschließlich, wenn für dieses letzte Jahr der Bezeichnungserlass nach dem 31. März im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.»

**Art. 5** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

«1° bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 73/2009 identifiziert sein;»;

2° der Punkt 2° wird durch Folgendes ersetzt:

«2° über eine in Artikel 4 § 1 oder 2 erwähnte kumulierte Fläche verfügen, die zu einer Entschädigung von mindestens hundert Euro führen kann;»;

3° der Punkt 3° wird durch Folgendes ersetzt:

«3° per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung bei der Direktion der Außendienststellen der Abteilung Behilfen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie jährlich einen Antrag auf Entschädigung mit Hilfe des durch die Verwaltung aufgestellten Formulars einreichen. Dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten Antrag muss eine Abschrift der durch die Verwaltung übermittelten Photopläne beigefügt werden, auf denen die erklärten Flächen ganz genau lokalisiert werden. Diese Flächen müssen alle dem Eigentümer gehörenden Forstparzellen in den Natura 2000-Gebieten oder um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten einschließen;»

4° Punkt 4° wird folgendermaßen abgeändert:

«4° die Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen, die in den Bezeichnungserlassen angegeben sind, sowie die allgemeinen und besonderen Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen, die aufgrund von Artikel 28 §§ 2 und 3 Absatz 1 des Gesetzes getroffen werden, beachten;»;

5° ein Punkt 4°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«4°/1 in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten, die allgemeinen Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen, die aufgrund von Artikel 28 § 2 des Gesetzes getroffen werden, beachten;»

6° der Punkt 5° wird durch Folgendes ersetzt:

«5° am durch die Verwaltung festgelegten Datum über die Parzelle verfügen, gemäß Artikel 35 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 73/2009;»;

7° der Punkt 6° wird durch Folgendes ersetzt:

«6° alle abgestorbenen Bäume, biologisch wertvollen Bäume und Erhaltungsinseln auf dem Photoplan identifizieren und an Ort und Stelle markieren.»

**Art. 6** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3 - Die vorigen Paragraphen finden keine Anwendung auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete noch auf die Natura 2000-Gebiete, deren Bezeichnungserlass oder abändernder Bezeichnungserlass nach dem Veröffentlichungsdatum des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2011 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten veröffentlicht wurde.»

**Art. 7** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2 - Der in § 1 erwähnte zusätzliche Zuschuss kann ebenfalls von öffentlichen Eigentümern ungeachtet der Fläche Forste und Wälder, die sie besitzen, unter den gleichen Bedingungen, wie diejenigen, die in § 1 erwähnt sind, für die Flächen, die das durch Artikel 71 Absatz 1 4° und durch Artikel 71 Absatz 2 des Forstgesetzbuches festgelegte Minimum überschreiten, beansprucht werden.»;

2° Der § 4 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«die zulässige Fläche für die Erhaltungsinsel muss die Starkholzbestände oder Talgründe betreffen und darf zehn Prozent der Gesamtfläche des in Natura 2000 gelegenen Eigentums nicht übersteigen.»

**Art. 8** - In Artikel 8 § 1 desselben Erlasses wird Absatz 5 durch Folgendes ersetzt:

«Die Entschädigung oder der Zuschuss wird durch die Verwaltung auf der Grundlage von allen nützlichen Angaben, insbesondere von denjenigen, die in der Flächenerklärung, im Bezeichnungserlass und im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen angeführt sind, und auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen und ggf. der Vor-Ort-Kontrollen festgelegt.»

**Art. 9** - Artikel 9 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 10** - In Artikel 11, § 1 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Im Falle einer irrtümlich getätigten Zahlung einer Entschädigung oder eines Zuschusses kann die Verwaltung einen Ausgleich mit jeglichem Betrag, der dem Antragsteller aufgrund der in Zielrichtung 2 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 oder in der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 vorgesehenen Beihilfen geschuldet sind, vornehmen.»

**Art. 11** - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der erste Absatz wird durch Folgendes ersetzt:

«Ein Zuschuss kann für die Arbeiten zur Wiederherstellung von Lebensräumen und Lebensräumen von Arten von gemeinschaftlichem Interesse sowie für die Arbeiten zur Bewirtschaftung der nicht landwirtschaftlichen offenen Gebieten gewährt werden.»;

2° Absatz 2 wird mit den folgenden Sätzen ergänzt:

«Die Verwaltung schätzt die Zweckmäßigkeit des Zuschussantrags angesichts des biologischen Potenzials und auf der Grundlage eines Vergleichs zwischen den identifizierbaren Kosten und Gewinnen der Maßnahme. Der Minister kann die Modalitäten für diesen Vergleich festlegen.»;

3° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

«Der Zuschuss wird den öffentlichen oder privaten Eigentümern von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken gewährt.»;

4° Artikel 12 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn die Durchführung von Handlungen und Arbeiten einer Städtebau- oder Globalgenehmigung bedarf, oder wenn sie einer städtebaulichen Erklärung unterliegen, dürfen die Zuschüsse nur dann gewährt werden, wenn der Antragsteller diese Genehmigung vorher erhalten hat oder seine Erklärung notifiziert hat.»

**Art. 12.** - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 13 - Jeder Antrag auf Zuschuss wird anhand des von der Verwaltung bereitgestellten Formulars und an den Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, wo der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist.

Dem Formular wird Folgendes beigefügt:

- 1° ein Kostenvoranschlag der geplanten Arbeiten oder ein Kostenvoranschlag einer Firma;
- 2° ein Auszug aus dem Katasterplan, in dem der genaue Umkreis, für welchen der Zuschuss beantragt wird, durch eine dünne rote Linie abgegrenzt wird;
- 3° ein Auszug aus der Karte IGN i.M. 1/10 000, auf dem das betroffene Gebiet in rot identifiziert ist;
- 4° eine Kopie der betroffenen Katasterheberrolle oder jegliches anderen Dokuments zum Nachweis des Eigentums der betroffenen Parzelle(n);
- 5° ggf. ein durch den (die) betroffenen Eigentümer ordnungsgemäß unterzeichnetes Mandat.

Dem Antragsteller wird innerhalb von zehn Werktagen eine Empfangsbestätigung zugestellt.»

**Art. 13** - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 14 - Es darf nur eine Zuschussakte pro Eigentümer und Kalenderjahr innerhalb eines selben Natura 2000-Gebiets angenommen werden. Diese kann mehrere Parzellen bzw. mehrere Arten Zuschüsse umfassen.»

**Art. 14** - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

«1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet oder einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet;»;

2° der Punkt 4° wird mit dem folgenden Satz ergänzt:

«Zu diesem Zweck kann er den in Artikel 22 erwähnten Zuschuss beantragen.»

**Art. 15** - In Artikel 18 desselben Erlasses wird Punkt 3° durch Folgendes ersetzt:

«3° das Anlegen von Zäunen auf der Grundlage eines durch Rechnung belegten Betrags, der auf zweitausend-fünfhundert Euro pro Hektar begrenzt ist, für höchstens zehn Euro pro Meter;»

**Art. 16** - Artikel 19 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 19 - Für die Bewirtschaftung von Nadelbaumarten wird der Zuschuss unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, liegt in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet auf einem Streifen von fünfundzwanzig Metern beiderseits der Wasserläufe, in einem Abstand von weniger als fünfundzwanzig Metern rund um Quellen und Sickerflächen, in einer Entfernung von weniger als hundert Metern rund um Fassungsbrunnen, in einer Entfernung von weniger als hundert Metern rund um Staueisen und in torfhaltigen und torfähnlichen Böden sowie hydromorphen Böden mit permanenter Wasserfläche, wie sie auf der pedologischen Karte der Wallonie angegeben sind.

2° der Bestand ist mindestens zwanzig Jahre alt;

3° Nach Bewirtschaftung verpflichtet sich der Empfänger des Zuschusses im Laufe einer Mindestperiode von dreißig Jahren:

- a) entweder den offenen Charakter nach Bewirtschaftung durch Gestrüppentfernen, Weiden oder regelmäßiges Mähen zu erhalten;
- b) oder die natürliche Wiederbesiedlung durch den einheimischen Pflanzenbestand oder mangels qualitativvoller Samenträger, dort wachsende einheimische Pflanzen wiederzupflanzen.

Der Anspruchsberechtigte darf auf keinem Fall Nadel- oder exotische Laubbaumarten pflanzen.

4° die bezuschusste Fläche schließt jede Zone aus, wo die Anpflanzung von Nadelbäumen bei der Anpflanzung gesetzlich verboten war;

5° wenn ein aktives Entwässerungsnetz vorhanden ist, ist es Pflicht, dieses nicht operativ zu machen.»

**Art. 17** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

«1° die Verwaltung verabschiedet jährlich und veröffentlicht auf ihrer Internet-Website den Betrag der Zuschüsse für die Abholzung aufgrund der erprobten Methodologie zur Schätzung der Kosten für die spezifischen Verwaltungsmaßnahmen der forstlichen Lebensräume Natura 2000. Diese Methodologie wird von der Verwaltung gebilligt und erstellt Schadentabellen je nach Art, Alter, Standortklasse, Dauer der Nutzbarkeit, Verkehrswert und ggf. Wildschäden. In einer ersten Phase wird der Selbstkostenpreis eines Bestands im Alter der Abholzung bestimmt. Dieser Selbstkostenpreis entspricht der Summe der seit der Anlage aktualisierten Ausgaben, abzüglich der Summe der seit der Anlage aktualisierten Einnahmen. Der verwendete Aktualisierungssatz ist der interne Zinsfuß, d.h. der Funktionssatz der Investition, für die Dauer der Investition, die die maximale Rentabilität gewährleistet.

Der Zuschuss für Abholzung wird also als die Differenz zwischen dem Selbstkostenpreis im Alter der Abholzung und dem Verkehrswert der Erzeugnisse, dem ggf. Sonderkosten infolge von spezifischen Bewirtschaftungsbelastungen oder ggf. Kosten für die Vernichtung des Holzbestands, wenn dieser keinen hohen Kaufwert hat, hinzugefügt werden, festgelegt.

Die Verwaltung schätzt diese Beträge auf der Grundlage des gleitenden Durchschnitts der Marktpreise, der für die letzten fünf Jahre berechnet wird. Im Falle einer Schwankung von mehr als drei Prozent des gleitenden Durchschnitts der Marktpreise des Holzes wird diese Tabelle angepasst.

Der Zuschuss wird auf siebentausend Euro pro Hektar begrenzt, ungeachtet der betroffenen Produktivitätsklasse.

Die bewilligten Zuschüsse werden im Verhältnis zu diesen Höchstbeträgen unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien auf der Grundlage einer von der Verwaltung vorgenommenen Schätzung reduziert:

- a) Wildschäden;
- b) von (lebendem oder totem) Käferholz benutzte Fläche;
- c) von den Bestandslücken wegen Windbrüchen benutzte Fläche.»;

2° der Punkt 4° wird durch Folgendes ersetzt:

«4° zusätzlich zu den Punkten 1° bis 3° gibt die Erhaltung des offenen Charakters der Parzelle gemäß Artikel 19 3°, Punkt a) für einen Mindestzeitraum von dreißig Jahren Anlass zu einem einzigen Pauschalbetrag von 2.000 Euro pro Hektar. Zur Erhaltung des offenen Charakters kann der Eigentümer ggf. den in Artikel 22 vorgesehenen Zuschuss beantragen.»



**Art. 18** - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

«1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura-2000 Gebiet oder einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet;»;

2° Artikel 21 wird mit einem Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«5° die Wiederherstellungsarbeiten, deren Höhe fünftausend Euro übersteigt, sind zulässig unter Vorbehalt des günstigen Gutachtens des Generalinspektors der Abteilung Natur und Forstwesen.»

**Art. 19** - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

«1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet oder einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet;»;

2° der Punkt 4° wird durch Folgendes ersetzt:

«4° der Zuschuss wird bis zur Höhe der beglichenen Rechnungen gewährt, und auf zweitausend Euro pro Hektar, höchstens einmal innerhalb der in Punkt 3° bestimmten Periode, begrenzt.»

**Art. 20** - Artikel 23 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 23 - Wenn der Antragsteller oder der Bezugsberechtigte einer Entschädigung oder eines Zuschusses, die bzw. der durch den vorliegenden Erlass geregelt ist, einem Dritten eine Fläche, die in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet gelegen ist, zeitweilig oder endgültig abtritt, muss der Abtretende dem Übernehmer durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, die Verpflichtungen, die sich auf diese Fläche beziehen, mitteilen und seine schriftliche Verpflichtung, die mit der Gewährung der Zuschüsse verbundenen Pflichten einzuhalten, verlangen. Der Abtretende teilt der Verwaltung das Einverständnis des Übernehmers mit, was die Übernahme der Verpflichtungen bezüglich der Zuschüsse angeht. Mangels dessen muss er die gesamten erhaltenen Zuschüsse oder Entschädigungen zurückzahlen.»

**Art. 21** - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 25 - Jeder Antragsteller oder Bezugsberechtigte ist verpflichtet, innerhalb von dreißig Kalendertagen, die auf die besagte Abtretung folgen, die Verwaltung durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, über diese Abtretung zu informieren.»

**Art. 22** - Artikel 28 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 28 - Die Bediensteten der Verwaltung sind berechtigt, die Einhaltung der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Verpflichtungen zu überprüfen.»

**Art. 23** - In Artikel 31 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Natura 2000-Gebiet" durch den Wortlaut "in Natura 2000-Gebieten oder in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten" ersetzt.

**Art. 24** - Der Titel desselben Erlasses wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: "und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten".

**Art. 25** - Die Artikel 1 bis 10 und 23 desselben Erlasses werden am 1. Januar 2011 wirksam. Die anderen Bestimmungen treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses in Kraft.

**Art. 26** - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,  
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1189

[2011/202046]

#### 24 MAART 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 januari 2011;

Gelet op het advies 49.235/4 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening EG nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO), artikelen 36, 38, 46, 52 en 57;

Overwegende dat het plattelandsonwikkelingsprogramma 2007-2013 door de Europese Commissie is goedgekeurd op 30 november 2007;

Overwegende dat de acht besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties in werking zijn getreden op 31 december 2009;

Overwegende dat de jaarlijkse Natura 2000-vergoedingen dienen als compensatie van de kosten alsook de inkomensverliezen en de inkomstenderving te dragen door de landbouwexploitanten en de boseigenaars ingevolge de tenuitvoerlegging van de Europese Richtlijnen 2009/147/EG "Vogelrichtlijn" en 92/43/EEG "Habitatrichtlijn";

Overwegende dat de huidige procedure inzake gedetailleerde cartographie van de locaties een verschil in de behandeling van de burgers met zich meebrengt;

Overwegende dat het Waals Parlement op 22 december 2010 een decreet tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud heeft aangenomen wat betreft de uitvoering van het stelsel Natura 2000. Die wijziging voert een primaire beschermingstelsel in dat op alle locaties toepasselijk is vooraleer ze aangewezen worden en dat bestaat in de toepassing van de verbodsmaatregelen en algemene preventieve maatregelen vastgelegd krachtens artikel 28, § 2, van de wet en thans opgenomen in het besluit van de Waalse Regering houdende de algemene preventieve maatregelen toepasselijk op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat het nagestreefde doel bestaat in de invoering van het primaire beschermingstelsel over het geheel van de 240 locaties voorgedragen of aangewezen als Natura 2000-locaties vanaf 2011 om een einde te maken aan de discriminatie tussen burgers en om de erosie van de biodiversiteit af te remmen in afwachting van de aanwijzing van de nog niet aangewezen 232 locaties, hierna "locaties die aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk" genoemd;

Overwegende dat met het oog op de compensatie van eventuele inkomensverliezen ingevolge de toepassing van het primaire beschermingstelsel op de nog niet aangewezen locaties voorzien wordt in de toepassing van specifieke vergoedingen waarvan het bedrag lager is dan dat opgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 voor de aangewezen locaties, nu de toepasselijke verplichtingen geringer zijn voor de locaties die nog niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een aanwijzingsbesluit;

Overwegende dat voorstellen tot wijziging in die zin van het Waalse plattelandsontwikkelingsprogramma door de Europese Commissie werden aangenomen op 6 oktober 2010;

Gelet op de opmerkingen van de Europese Commissie m.b.t. de vergoedingsmodaliteiten inzake het voortijdig kappen van naaldbomen zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009;

Overwegende voor het overige dat de ontwerp-decreten en -besluiten waarvoor het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Waalse Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) geëist wordt niet op de datum van aanneming van dit besluit konden worden vastgelegd door de Regering zoals bepaald bij artikel 3, § 3, van het decreet van 1 juli 1993 houdende oprichting van een "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008;

Overwegende dat de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" niet om advies kon worden verzocht, rekening houdend met het gebrek aan rechtsgrond in dat opzicht;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk aangenomen moet worden opdat de vergoedingen aan de begunstigden uitbetaald zouden kunnen worden;

Overwegende dat dit besluit enkel slaat op vergoedingen ter compensatie van inkomensverliezen die voortvloeien uit de maatregelen toepasselijk op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat dit besluit in dat verband geen negatieve weerslag mag hebben op de financiën of het beheer van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2009-locaties worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3e streepje betreffende de definitie van de beheersovereenkomst wordt vervangen als volgt :

« - Bossen en wouden : bossen en wouden in de zin van het besluit van de Waalse Regering houdende de algemene preventieve maatregelen toepasselijk op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk; »;

2° het 7e streepje wordt vervangen als volgt :

« - In aanmerking komend woud : Bossen en wouden

a) gelegen binnen de perimeter van een Natura 2000-locatie, die niet een geheel vormen van exotische aanplantingen als dusdanig in kaart gebracht door de administratie in het aanwijzingsbesluit of

b) gelegen binnen de perimeter van een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk, behalve de percelen bestaande uit naaldbomen waarvan de oppervlakte groter is dan tien are aan één stuk »;

3° na het 7e streepje worden de volgende vier streepjes ingevoegd :

« - gronden die bij het woud horen : gronden van het woud in de zin van het Boswetboek;

- instandhoudingseiland : instandhoudingseiland in de zin van het besluit van de Waalse Regering houdende de algemene preventieve maatregelen toepasselijk op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

- dode boom : dode boom in de zin van het besluit van de Waalse Regering houdende de algemene preventieve maatregelen toepasselijk op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

- biologisch waardevolle boom : biologisch waardevolle boom in de zin van het besluit van de Waalse Regering houdende de algemene preventieve maatregelen toepasselijk op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk; »;

4° het 8e streepje wordt vervangen als volgt :

« - permanent weiland : grond bestemd voor de productie van gras en andere groenvoedergewassen zoals bedoeld in artikel 2, c), van Verordening (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009; »;

5° het 9e streepje wordt vervangen als volgt :

« - permanent weiland met zwakke druk : permanent weiland gelegen binnen de perimeter van de beheerseenheid die de verbindingsweilanden bestrijkt; »;

6° het 10e streepje wordt vervangen als volgt :

« - permanent weiland met grote druk : permanent weiland gelegen binnen de perimeter van andere beheerseenheden dan die welke de verbindingsweilanden bestrijkt; ».

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Er wordt jaarlijks een vergoeding van honderd euro per hectare toegekend aan de landbouwers die percelen permanent weiland uitbaten die opgenomen zijn in een voor het Natura 2000-netwerk in aanmerking komende locatie, tot en met het jaar van de aanwijzing ervan indien het aanwijzingsbesluit, wat het laatste jaar betreft, na 31 maart in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. »

**Art. 3.** In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° rekening houden met de verbodsmaatregelen en preventieve maatregelen opgenomen in de aanwijzingsbesluiten, met de verbodsmaatregelen en algemene en bijzondere preventieve maatregelen genomen krachtens artikel 28, §§ 2 en 3, eerste lid, van de wet; »;

2° er wordt een punt 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 4°/1 in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk, rekening houden met de verbodsmaatregelen en algemene preventieve maatregelen genomen krachtens artikel 28, § 2, van de wet; ».

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Er wordt jaarlijks een vergoeding van veertig euro per hectare in aanmerking komend woud toegekend aan privé-eigenaars voor percelen in aanmerking komend woud in de zin van artikel 1, 7e streepje, a), voor zover het aanwijzingsbesluit uiterlijk 31 maart van bedoeld jaar in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

§ 2. Er wordt jaarlijks een vergoeding van twintig euro per hectare in aanmerking komend woud toegekend aan privé-eigenaars voor percelen in aanmerking komend woud in de zin van artikel 1, 7e streepje, b), tot en met het jaar van de aanwijzing ervan, voor zover het aanwijzingsbesluit, wat het laatste jaar betreft, na 31 maart in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. »

**Art. 5.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° in het kader van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS) geïdentificeerd zijn bij de administratie overeenkomstig de voorschriften van voornoemde Verordening (EG) nr.73/2009; »;

2° punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° beschikken over een gecumuleerde oppervlakte zoals bedoeld in artikel 4, §§ 1 of 2, waarvoor een vergoeding van minstens honderd euro toegekend wordt; »;

3° punt 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° jaarlijks, bij aangetekend schrijven of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs, een vergoedingsaanvraag d.m.v het door de administratie opgemaakte formulier indienen bij de Directie Buitendiensten van het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. De aanvraag, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet vergezeld gaan van een kopie van de door de administratie verstrekte fotoplannen waarop de aangegeven oppervlakten gelokaliseerd zijn. Elk bosperceel dat de eigenaar toebehoort in de Natura 2000-locaties of in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk dient in die oppervlakten opgenomen te worden; »

4° punt 4° wordt gewijzigd als volgt :

« 4° rekening houden met de verbodsmaatregelen en preventieve maatregelen opgenomen in de aanwijzingsbesluiten, met de verbodsmaatregelen en algemene en bijzondere preventieve maatregelen genomen krachtens artikel 28, §§ 2 en 3, eerste lid, van de wet; »;

5° er wordt een punt 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 4°/1 in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk, rekening houden met de verbodsmaatregelen en algemene preventieve maatregelen genomen krachtens artikel 28, § 2, van de wet; »;

6° punt 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° over het perceel beschikken op de datum bepaald door de administratie overeenkomstig artikel 35 van voornoemde Verordening (EG) nr.73/2009; »;

7° punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° de dode bomen, de biologisch waardevolle bomen en de instandhoudingseilanden op het fotoplan identificeren en fysisch markeren op het terrein. »

**Art. 6.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. De vorige paragrafen zijn niet van toepassing op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk, noch op de Natura 2000-locaties waarvan het aanwijzingsbesluit of het wijzigingsbesluit tot aanwijzing in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt na de datum van bekendmaking van het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties. »

**Art. 7.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De bijkomende toelage bedoeld in § 1 kan ook aan de openbare eigenaars toegekend worden, ongeacht de oppervlakte van de bossen en wouden waarvan ze eigenaar zijn, onder de voorwaarden bedoeld in § 1, voor oppervlakten groter dan het minimum bepaald bij artikel 71, eerste lid, 4°, en bij artikel 71, tweede lid, van het Boswetboek. »;

2° § 4 wordt aangevuld met volgend lid :

« De voor instandhoudingseilanden in aanmerking komende oppervlakte moet betrekking hebben op gebieden van grof hout of dalbodems en mag niet groter zijn dan tien percent van de totaaloppervlakte van de eigendom in Natura-2000. »

**Art. 8.** In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« De vergoeding of de toelage wordt door de administratie bepaald op basis van alle nuttige gegevens, onder meer de gegevens opgenomen in de oppervlakteaangifte, in het aanwijzingsbesluit en in het besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, op basis van de administratieve controles en, desgevallend, op basis van controles die ter plaatse uitgevoerd worden. »

**Art. 9.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« § 1. Indien een vergoeding of toelage onrechtmatig gestort wordt, kan de administratie voorzien in een compensatie met elk ander bedrag dat aan de aanvrager verschuldigd is voor de steun bedoeld in hoofddlijn 2 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 of in Verordening (EG) nr. 73/2009. »

**Art. 11.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Er kan een toelage toegekend worden voor werken tot herstel van habitats en habitats van soorten met een gemeenschappelijke waarde, alsook voor beheerswerken van niet-agrarische open milieus. »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zinnen :

« De administratie beoordeelt de opportuniteit van de toelagenaanvraag t.a.v. het biologische potentieel en op basis van een vergelijking van de identificeerbare kosten en winsten van de verrichting. De Minister kan de modaliteiten voor die vergelijking bepalen. »;

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De toelage wordt toegekend aan de openbare of privé-eigenaars van terreinen gelegen in het Waalse Gewest. »;

4° artikel 12 wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de uitvoering van handelingen of werken een stedenbouwkundige of eenmalige vergunning vereist of indien die handelingen of werken aan een stedenbouwkundige verklaring onderworpen worden, kunnen de toelagen pas toegekend worden als de aanvrager die vergunning heeft verkregen of zijn verklaring heeft medegegeeld. »

**Art. 12.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Elke toelagenaanvraag wordt ingediend aan de hand van het formulier dat door de administratie afgeleverd wordt en gericht aan de Directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waar het eigendom of in voorkomend geval het merendeel daarvan zich bevindt.

Het formulier gaat vergezeld van :

1° een kostenraming van de overwogen werken of bedrijfsbestekken;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de exacte perimeter waarop de toelagenaanvraag betrekking heeft met een fijne rode streep afgebakend is;

3° een uittreksel uit de NGI-kaart (1/10 000e) waar betrokken gebied in het rood geïdentificeerd wordt;

4° een afschrift van betrokken kadastrale legger of van elk ander stuk waaruit het eigendom van betrokken perceel (percelen) afgeleid kan worden;

5° desgevallend, een mandaat behoorlijk getekend door betrokken eigenaar(s).

Binnen tien werkdagen wordt een bericht van ontvangst aan de aanvrager gericht. »

**Art. 13.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Binnen dezelfde Natura 2000-locatie mag slechts één toelagedossier per eigenaar en per kalenderjaar aanvaard worden. In dat dossier mogen verschillende percelen en/of verschillende soorten toelagen opgenomen worden. »

**Art. 14.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een toelagenaanvraag moet gelegen zijn in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk; »;

2° punt 4° wordt aangevuld met volgende zin :

« Daartoe kan hij verzoeken om de toelage bedoeld in artikel 22 ». »

**Art. 15.** In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° het plaatsen van omheiningen op basis van een bedrag van hoogstens tweeduizend vijfhonderd euro per hectare, met een maximum van 10 euro per meter, gerechtvaardigd door een factuur; ».

**Art. 16.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. Voor de exploitatie van naaldbomen wordt de toelage toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage bevindt zich in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk, op een strook van vijftientig meter aan weerskanten van de waterlopen, op minder dan vijftientig meter rondom bronnen en sijnelingszones, op minder dan honderd meter rondom winputten, op minder dan honderd meter rondom stuwdamieren en veenachtige, paraveenachtige en hydromorfe bodems met een permanente grondwatertafel zoals afgebakend op de pedologische kaart van Wallonië;

2° de ouderdom van de houtopstand bedraagt twintig jaar of meer;

3° na de exploitatie moet de begunstigde van de toelage gedurende een minimale periode van dertig jaar :

a) hetzij het open karakter vrijwaren door de verwijdering van het struikgewas, de begrazing of het regelmatig maaien;

b) hetzij de natuurlijke herkolonisering van inheemse soorten valoriseren of, bij gebrek aan kwaliteitsvolle zaadfabrikanten, inheemse soorten in stations herplanten.

De begunstigde mag in geen geval exotische naald- of loofbomen herplanten.

4° de gesubsidieerde oppervlakte sluit elk gebied uit waar de aanplanting van naaldbomen tijdens de aanplanting verboden was;

5° indien een actief draineringsnetwerk bestaat, moet het niet-operationeel gemaakt worden. »

**Art. 17.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° Het bedrag van de toelagen voor ontbossing wordt jaarlijks door de administratie aangenomen en op haar Internetsite bekendgemaakt aan de hand van de beproefde methodologie inzake raming van de kosten van de specifieke beheersmaatregelen voor de boshabitats Natura 2000. Die methodologie is goedgekeurd door de administratie en voorziet in schadetabels naar gelang van de soort, de leeftijd, de vruchtbaarheidsklasse, de exploitatiebaarheidsstermijn, de handelswaarde en eventuele wildschade.

In een eerste fase wordt de kostprijs van een opstand bepaald op grond van de leeftijd die hij op de datum van de ontbossing bereikt heeft. Die kostprijs is de som van de uitgaven die sinds de installatie geactualiseerd zijn, na aftrek van de ontvangsten die sinds de installatie geactualiseerd zijn. De actualisatievoet is de interne rendabiliteitsvoet, met name de werkingsvoet van de investering, voor de investeringsduur die de maximale rendabiliteit waarborgt.

De ontbossingstoelage wordt vervolgens berekend als het verschil tussen de kostprijs op de leeftijd van de ontbossing en de handelswaarde van de producten, waaraan desgevallend bijzondere onkosten toegevoegd worden die voortvloeien uit specifieke exploitatieverplichtingen of, desgevallend, onkosten voor de vernietiging van het houtmateriaal wanneer het geen handelswaarde heeft.

De administratie raamt die bedragen op basis van het mobiele gemiddelde van de marktprijzen, berekend over de 5 laatste jaren. Die rooster wordt opnieuw geëvalueerd in geval van afwijking hoger dan drie percent van het mobiele gemiddelde van de houtprijzen.

De toelage wordt beperkt tot zeventuizend euro per hectare, ongeacht de productiviteitsklasse.

De toegekende toelagen worden op basis van een door de administratie verrichte raming t.o.v. die maximumbedragen verminderd op grond van de volgende criteria :

a) wildschade;

b) de oppervlakte ingenomen door (levende en dode) bomen aangetast door de spintkever;

c) de oppervlakte ingenomen door omgewaaide opstanden. »;

2° punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° ter aanvulling van de punten 1° tot 3°, geeft het behoud van het open karakter van het perceel overeenkomstig artikel 19, 3°, punt a), voor een minimumperiode van dertig jaar aanleiding tot een forfaitair en eenmalig bedrag van tweeduizend euro per hectare. Om het open karakter te behouden kan de eigenaar eventueel de in artikel 22 bedoelde toelage aanvragen. »

**Art. 18.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage moet gelegen zijn in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk; »;

2° artikel 21 wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° de herstelwerken waarvan de bedragen vijfduizend euro overschrijden komen in aanmerking na gunstig advies van de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen. »

**Art. 19.** In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage is gelegen in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk; »;

2° punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° de toelage wordt hoogstens één keer in de loop van de in 3° bedoelde periode toegekend ten belope van de gekwiteerde facturen en beperkt tot tweeduizend euro per hectare en per jaar. »

**Art. 20.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. Als de aanvrager of de begunstigde van een bij dit besluit geregelde vergoeding of toelage een oppervlakte gelegen in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk tijdelijk of definitief aan een derde overdraagt, moet de overdrager de overnemer door elk middel dat vaste datum aan zijn verzending verleent kennis geven van de verbintenissen die betrekking hebben op deze oppervlakte en eisen dat hij zich schriftelijk verbindt tot de nakoming van de verplichtingen i.v.m. de toekenning van de toelagen. De overdrager geeft de administratie kennis van het akkoord van de overnemer wat betreft de overname van de verbintenissen i.v.m. de toelagen. Zo niet is hij verplicht het geheel van de ontvangen toelagen of vergoedingen terug te betalen. »

**Art. 21.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. Elke aanvrager of begunstigde dient de administratie door elk middel dat vaste datum aan zijn verzending verleent op de hoogte te brengen van de overdracht binnen dertig kalenderdagen, te rekenen van de datum van de overdracht. »

**Art. 22.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. De personeelsleden van de administratie zijn bevoegd om controle te voeren op de naleving van de verbintenissen waarin dit besluit voorziet. »

**Art. 23.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden "in Natura 2000" vervangen door de woorden "in Natura 2000-locaties of in locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk".

**Art. 24.** Het opschrift van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden : "en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk".

**Art. 25.** De artikelen 1 tot 10 en 23 van dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 2011. De overige bepalingen treden in werking op de datum van bekendmaking van dit besluit.

**Art. 26.** De Minister bevoegd voor het Natuurbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 maart 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,  
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN